



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2599
25 mai 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Contre Macron



SERGE D'IGNAZIO

et contre toutes les politiques au service du capital

Cheminots

**La lutte
continue**

page 6

La Fête de Lutte ouvrière

**Faire vivre les idées
communistes**

pages 7 à 11

Combattre Macron et toutes les politiques favorables aux capitalistes

En un an, Macron a enchaîné les attaques contre les droits des travailleurs. Les mesures de son gouvernement menacent nos conditions d'existence. Si nous n'y mettons pas un coup d'arrêt, nous irons de recul en recul. Car, face à la crise de son système économique, la classe capitaliste continuera de mener une guerre brutale contre ceux qui vivent de leur travail. C'est avec l'aggravation de l'exploitation qu'elle récupère de quoi continuer d'augmenter les profits des entreprises et surtout les dividendes des actionnaires les plus riches.

La politique de Macron continue d'ouvrir un boulevard au grand patronat. Et celui-ci s'y engouffre. Ainsi, la direction de PSA veut imposer aux ouvriers de l'usine de Vesoul de passer de 35 heures de travail hebdomadaire à 37 h 45. Cela représente une augmentation de plus de 8% du temps de travail, pour une augmentation des salaires inférieure à 3%! Et, derrière cette aggravation de l'exploitation pour ceux qui restent au travail, il y a 150 emplois supprimés par an sur les trois prochaines années. Il y a là une des traductions de la loi travail : c'est ainsi que la classe capitaliste augmente ses profits, en faisant payer le prix fort au monde du travail.

Eh bien, en face, dans le camp des travailleurs, nous devons nous aussi nous mettre en ordre de bataille pour riposter. Si Macron et le patronat connaissent actuellement leur premier retour de bâton, nous le devons aux cheminots qui se sont lancés dans la grève. Ils y ont été forcés par l'attaque frontale d'un Macron sûr de lui... qui est tombé sur un os, parce que cette grève tient bon! Et, en tenant bon, elle permet la prise de conscience par de nombreux travailleurs qu'il n'y aura pas d'autre alternative que le combat contre la rapacité du monde patronal et contre l'arrogance du gouvernement qui le représente.

La grève des cheminots se poursuit, ponctuée de manifestations. Mardi 22 mai, la journée de grève et de manifestation de la fonction publique dénonçait les suppressions d'emplois orchestrées par l'État. Et samedi 26 mai aura lieu la manifestation organisée par des organisations politiques de gauche, des associations et des syndicats, dont la CGT.

Lutte ouvrière participera à cette manifestation aux côtés des travailleurs qui veulent profiter de cette occasion d'exprimer leur soutien aux cheminots et leur opposition à la politique de Macron, faite sur mesure pour le grand capital. Mais cela ne doit pas masquer le fait qu'il y a là une opération politique que nous dénonçons : celle de faire d'une nouvelle ver-

sion d'Union de la gauche ou de Gauche plurielle la perspective politique bornant l'horizon des travailleurs.

Cela ne peut pas être notre perspective. Les travailleurs qui ont vécu cette période ont des raisons de se souvenir de Mitterrand, déclarant avant d'être élu qu'on ne peut pas être au Parti socialiste sans combattre le capitalisme, et menant ensuite la politique du grand patronat. Plus près de nous, Hollande affirmait « *Mon adversaire, c'est la finance* », avant de s'aplatir devant les financiers!

De Mélenchon, ancien ministre de Jospin, à Hamon, ancien ministre de Hollande, ceux qui veulent aujourd'hui nous vendre une nouvelle alternative politique « de gauche » ont activement contribué à la politique antiouvrière des gouvernements auxquels ils ont participé. Demain, ils ne seront pas plus du côté du monde du travail. Une fois au gouvernement, ils dérouleraient le tapis rouge à la bourgeoisie.

Car le véritable pouvoir dans notre société est celui du grand capital, de la classe capitaliste qui le monopolise. Pour s'en prendre à ceux-là, les travailleurs ne peuvent pas confier à nouveau leur sort à un politicien, même la bouche pleine de phrases dures aux puissants, en espérant qu'il prendra leur sort en compte!

Il faut être nombreux dans la rue le 26 mai, pour manifester contre la politique de Macron au service des plus riches. Mais Lutte ouvrière y affirmera en même temps que cette énième Union de la gauche, qu'on nous présente comme la seule alternative pour les travailleurs, n'en est pas une.

Oui, il faut un débouché politique aux luttes des travailleurs! Mais, pour défendre nos intérêts matériels et politiques, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Ceux qui militent dans le camp des travailleurs doivent retrouver les idées et le langage de la lutte de classe. Car remplacer Macron par qui que ce soit d'autre ne mettra pas fin au pouvoir de l'argent de la classe capitaliste. C'est le monde du travail, conscient de sa force et organisé pour défendre ses intérêts politiques, qui en a le pouvoir.

Lutte ouvrière appelle, avec ses propres mots d'ordre, ses militants et sympathisants à participer aux manifestations contre la politique antiouvrière de Macron et de son gouvernement organisées le 26 mai.
La manifestation parisienne partira à 14h30 de la gare de l'Est.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

 Fonction publique : les travailleurs manifestent 3

Personnes âgées : maltraitées par la société 3

Banlieues : ni plan, ni argent 4

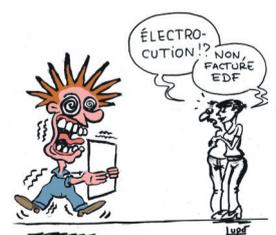


Parcoursup : selection-sociale.gouv.fr 4

Baisse des aides sociales : contre les plus pauvres 4

Pénicaud chez le juge : business sans scrupules 5

 Contrôle technique : plus dur, plus cher... 5



Gaz et électricité : les requins 5

Wauquiez : la honte de l'Auvergne-Rhône-Alpes 5

DANS LE MONDE

Italie : rien à attendre d'un nouveau gouvernement 16

Venezuela : Maduro réélu président 16

Turquie : libérez Kadir Çınar ! 16

ENTREPRISES

SNCF : le gouvernement face à la solidité de la grève 6

Allemagne : le chantage de PSA chez Opel 12

General Electric Hydro - Grenoble 12

 Belgique : une manifestation réussie 12

PSA - Vesoul 13

GM&S - La Souterraine 13

Carrefour 14

CSO - Transdev 14



 LTC - Lannion 15

Dans nos bulletins 14

LA FÊTE 2018

En mots et en images 7 à 11





Le 22 mai à Brest.

Fonction publique : les travailleurs manifestent

Les manifestations du mardi 22 mai, à l'appel de l'ensemble des directions syndicales de la fonction publique, ont regroupé dans une centaine de villes des dizaines de milliers d'infirmières, d'enseignants, de conducteurs de bus, de postiers, en grève contre la politique du gouvernement.

Macron avait annoncé lors de la campagne présidentielle sa volonté de supprimer 120 000 postes dans la fonction publique. En juin, un Comité action publique 2022 constitué de 34 prétendus experts doit rendre publiques des propositions pour « rendre l'État plus efficace ». Le gouvernement a beau envoyer des émissaires raconter qu'il ne touchera pas au statut de la fonction publique, tout le monde comprend bien que les mesures envisagées sont une déclaration de guerre contre les travailleurs du public et donc contre toute la classe ouvrière.

Pour ce qui est des emplois, il serait envisagé un plan de départs volontaires.

Plusieurs décès intervenus récemment ont une nouvelle fois montré à quoi aboutit la politique de suppressions d'emplois menée depuis des décennies dans les services des Urgences

des hôpitaux. Mais le gouvernement veut l'aggraver encore et mettre encore plus en danger les malades et les travailleurs. La charge de travail va augmenter pour tous et les conditions de travail se dégrader encore dans les hôpitaux, les Ehpad, les écoles, les collèges, les administrations. En même temps, le gouvernement a déclaré qu'il veut augmenter le nombre de contractuels, alors que d'ores et déjà 21,7% des emplois publics sont occupés par des salariés qui ne sont pas des fonctionnaires. Certains sont en CDI, mais d'autres enchaînent des CDD depuis des années, que ce soit à La Poste, dans l'Éducation nationale ou les collectivités territoriales.

Quant à l'annonce de l'introduction d'une part de rémunération individualisée au mérite, elle est surtout destinée à alimenter les préjugés des milieux

réactionnaires, qui aiment tant déverser leur bile contre le prétendu manque de travail des salariés du public. Mais le plus important, c'est que le gouvernement a décidé de poursuivre le blocage des salaires des fonctionnaires, comme c'est le cas depuis 2010, avec deux petites exceptions en 2016 et 2017, élection présidentielle oblige.

Les salariés du public sont victimes, comme ceux du privé, de la même politique qui vise partout à faire reculer les conditions de travail, à aggraver la précarité et la flexibilité et à réduire les salaires. L'État cherche à faire des économies pour continuer à arroser le patronat et les plus riches mais les mesures contre la fonction publique sont aussi un des versants de l'attaque générale contre les travailleurs. La présence, dans les cortèges du 22 mai, de manifestants du privé et de cheminots montre que l'idée que les travailleurs ont des intérêts communs, et donc les moyens de combattre ensemble de faire reculer le gouvernement et la bourgeoisie, fait son chemin.

Marion Ajar

Personnes âgées : maltraitées par la société

La société française maltraite les personnes âgées. C'est la conclusion du Comité consultatif national d'éthique (CCNE) pour les sciences de la vie et la santé. Ce comité compte 39 membres, parmi lesquels 19 professionnels et 15 chercheurs du secteur et, depuis 2016, il a étudié la situation faite en France aux personnes âgées.

En 2016, celles âgées de plus de 75 ans représentaient 9% de la population, soit un peu plus de six millions de personnes, dont un grand tiers d'hommes et deux petits tiers de femmes. 25% vivaient seules. La moitié n'ont plus d'amis. 79% n'ont plus de contacts avec leurs frères et sœurs et 41% n'en ont plus avec leurs enfants. 64% n'ont aucune activité collective. 85% des plus de 75 ans sont plus ou moins dépendants. 577 708 personnes, les trois quarts étant des femmes, bénéficient d'un hébergement permanent en maison de retraite ou en Ehpad.

Le comité considère cette concentration dans des établissements d'hébergement comme une institutionnalisation forcée et une ghettoïsation. Même si elle a de façon louable pour but d'assurer la sécurité de ces personnes, elle connaît de nombreux manques en termes de respect, à commencer par le coût, 1 949 euros mensuels en moyenne. Certes « les professionnels font du mieux qu'ils peuvent avec des moyens qu'ils n'ont parfois pas ». Mais, dans un contexte de pénurie, les personnes âgées se considèrent assez vite comme une charge, comme étant de

trop ou n'étant plus.

Le CCNE dénonce un âgisme, pas toujours conscient. Opposé au jeuneisme qui a la cote, c'est un manque de considération pour les personnes âgées. Par exemple, lors d'une consultation médicale, on peut trouver plus rapide d'examiner la personne à travers ses vêtements, car la déshabiller prendrait trop de temps!

Dès lors que le maintien à domicile devient impossible, en partie du fait que les auxiliaires de vie sont peu ou pas considérées et mal rémunérées, le CCNE propose que l'on apprenne dès l'école que l'aide aux plus vulnérables est un devoir, que la dépendance devienne une cinquième branche de la Sécurité sociale et que les constructions de logements prévoient désormais un ou un deux étages pour faire de l'Ehpad hors de l'Ehpad, toutes propositions dont le CCNE dit lui-même qu'elles ne seront pas populaires auprès de pouvoirs publics qui n'ont, sur ce sujet comme sur d'autres, qu'une vision comptable.

Question au comité : l'augmentation de la CSG pour les retraités est-elle de l'âgisme?

Jacques Fontenoy



AGENDA

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Perpignan

Dimanche 3 juin à partir de 11 heures
Terrain de la Chapelle Saint-Pierre à Clairà

Marseille

dimanche 17 juin à partir de 11 h
dans le Parc de Loisirs de Valabre - RD7 Gardanne
Pour rejoindre la Fête: navette à partir de Marseille et Gardanne.

Banlieues : ni plan, ni argent

Macron a déclaré, mardi 22 mai, qu'il se refusait à annoncer un plan banlieue. À la différence de ses prédécesseurs, il ne cherche même pas à faire semblant de débloquer des moyens pour améliorer la situation des quartiers populaires.

Les quelques mesures qu'il a dévoilées sont parfaitement dérisoires. 30 000 stages sont annoncés pour les élèves de troisième des établissements de banlieue. Ces stages existent déjà, et la multitude de jeunes qui en suivent, de la troisième à l'université, ont

pu vérifier qu'ils ne favorisaient en rien l'obtention d'un emploi, quand ils ne tournaient pas à l'exploitation pure et simple.

Macron va d'autre part réunir en juillet les 120 plus grandes entreprises françaises pour leur demander de prendre leur part dans la

lutte contre le chômage, qui touche un jeune sur trois en banlieue. On peut déjà prévoir qu'il en sortira des subventions pour des entreprises qui auraient de toute façon embauché, et pas un emploi de plus dans les autres. Et à part cela des mots, rien que des mots.

Jean-Louis Borloo, jadis ministre de Chirac et de Sarkozy, a fait parler de lui en rendant public le 26 avril son rapport proposant la création d'un fonds doté de 5 milliards d'euros. Il peut

d'autant plus se déclarer favorable à de telles dépenses qu'il n'exerce plus aujourd'hui aucune responsabilité. Macron, lui, est aux

Plan Banlieue



commandes pour veiller à ce que l'argent public prenne la direction des banques et des grandes entreprises.

Peu importe de toute façon à Macron, à Borloo et à tous leurs semblables qu'en Seine-Saint-Denis par exemple, le département le plus pauvre de métropole, la moitié des postes de médecins scolaires soient vacants, les remplacements de professeurs absents rarement assurés dans les écoles, ou que dans 37 des 40 communes du département on manque cruellement de médecins. Ces politiciens servent un autre monde, celui des très riches, et les difficultés des banlieues ne sont pour eux qu'un thème de discours parmi d'autres.

Daniel Mescla

Baisse des aides sociales : contre les plus pauvres

Comme les chiffres du chômage ont été suffisamment manipulés pour faire croire à leur diminution, le gouvernement pourrait en profiter pour réduire les aides sociales. Une note du ministère de l'Économie rendue publique par la presse parle de revoir les règles d'attribution des prestations sociales pour les chômeurs, mais aussi pour les retraités ou les étudiants.

Baisser, d'une manière ou d'une autre, les indemnités attribuées aux chômeurs après avoir quasiment supprimé l'impôt sur la fortune, et alors que des millions de personnes cherchent un travail, c'est une véritable provocation. De plus, on se demande bien en quoi une prétendue baisse du chômage pourrait justifier la baisse du budget des allocations

destinées aux personnes âgées ou de l'aide au logement des étudiants. Mais Bruno Le Maire ne s'embarrasse pas de ce genre de détails.

À cause de la crise économique, la classe capitaliste, celle des grands industriels et des banquiers, exige que le budget de l'État serve directement ses intérêts. Et c'est pour financer tout cela que les impôts directs

et indirects ne cessent d'augmenter.

Quant au ministre, sa tâche est de faire passer la pilule, notamment en usant de démagogie antipauvre afin de dresser ceux qui se croient un peu plus à l'abri des conséquences de la crise contre ceux qui la subissent de plein fouet. Pendant ce temps-là, le grand patronat, lui, se frotte les mains.

Pierre Royan

Parcoursup : selection-sociale.gouv.fr

Mardi 22 mai, les plus de 800 000 lycéens ayant déposé leurs vœux de poursuite d'études ont commencé à recevoir des réponses sur leur portable grâce à Parcoursup, le procédé informatique mis en place par l'administration.

Les commentateurs les plus optimistes, dont le ministre, annoncent que la moitié de ces jeunes gens devaient avoir une proposition d'inscription le soir même. Le syndicat étudiant Unef, sans doute plus réaliste, prévoit que des dizaines voire des centaines de milliers de candidats aux études supérieures resteront sans inscription à la fin du processus, en septembre. De plus, parmi ceux qui auront accès au supérieur, combien seront conduits à faire des études par défaut, n'ayant pas pu accéder au cursus qui les tentait ?

Depuis 2013, le nombre de jeunes désireux de poursuivre des études après le bac est en augmentation constante. Les ministres de l'Éducation successifs, et derrière eux les gouvernements et l'État, n'ont rien fait pour dégager les moyens humains et matériels propres à accueillir ces jeunes. Ce n'est pas par imprévoyance, l'existence de ce groupe de jeunes est évidemment connue depuis... 18 ou 20 ans. C'est seulement que les gouvernements,

celui d'aujourd'hui après tous les autres, ne veulent pas consacrer d'argent supplémentaire à l'éducation. Alors, puisque l'État n'a pas la volonté de proposer des études à tous ceux qui le veulent, il trie les candidats et les sélectionne.

À toute critique de la sélection organisée par Parcoursup, le ministre de l'Éducation et la secrétaire d'État aux Universités répondent qu'auparavant la sélection était parfois organisée par tirage au sort. Avec Macron et Blanquer, elle se fera désormais selon un classement.

Dans chaque filière de chaque université, les enseignants ont dû classer les dossiers des postulants, en vertu de critères qu'ils ont été libres d'inventer. Il y a les notes, bien sûr, mais que valent les notes si l'on ne connaît pas le lycée, voire l'enseignant qui les a données ? Les appréciations des professeurs du secondaire, la lettre de motivation du candidat, ses activités hors de l'école, tout peut entrer en jeu. Certains enseignants ont refusé d'opérer cette

sélection, d'autres ont essayé de la mettre en place le moins mal possible.

Mais, dans une société d'inégalité, la richesse joue évidemment son rôle dans la sélection. La culture générale, la motivation et l'aisance dans l'expression sont des fées qui se penchent

plus facilement sur les bercieux des beaux quartiers que sur ceux des cités HLM.

Au-delà de cette hypocrisie sociale bien habituelle, les étudiants et les enseignants mobilisés contre Parcoursup demandent que l'État consacre des moyens suffisants pour accueillir

tous les jeunes qui veulent étudier. C'est en effet le minimum qu'une société doit à sa jeunesse. Mais c'est un minimum que le capitalisme n'a jamais été capable de fournir, au détriment bien entendu de la jeunesse des classes populaires.

Paul Galois



Manifestation étudiante à Rouen le 31 janvier.

STÉPHANE PÉRON / PARIS-NORMANDIE

Pénicaud chez le juge : business sans scrupules

La ministre du Travail Muriel Pénicaud était convoquée mardi 23 mai chez le juge d'instruction, pour s'expliquer sur le fait que l'organisme Business France qu'elle dirigeait avait confié directement à Havas, sans avoir fait d'appel d'offres, l'organisation du voyage de Macron à Las Vegas en janvier 2016.

Macron, alors ministre de l'Économie, n'avait pas encore dévoilé ses intentions d'être candidat à l'élection présidentielle. Mais il avait commandé à Business France, affilié à son ministère, de prévoir une grande opération publicitaire à sa gloire destinée à montrer combien il était proche des entrepreneurs. Où aller pour cela? Eh bien aux États-Unis, à Las Vegas plus précisément, capitale du jeu où l'argent coule à flots. Après avoir participé au grand show de start-up américaines, Macron avait organisé une French Tech Night à la gloire de leurs

consœurs françaises.

Qu'un ministre dépense des dizaines de milliers d'euros avec l'argent des contribuables uniquement pour faire valoir sa petite personne n'est pas répréhensible, selon la loi. Ce n'est pas le coût total de ces festivités, plus de 380 000 euros, ramené cependant à 289 000 après renégociation, que l'on reproche à Pénicaud, et encore moins à Macron. Le problème est seulement qu'à partir du seuil de 207 000 euros d'un marché public il est obligatoire de lancer un appel d'offres mettant plusieurs entreprises en concurrence,

ce qui permet de choisir en fonction du prix et de la qualité des prestations. Or, sautant allègrement par-dessus la procédure et ne négociant pas pour dépenser l'argent de l'État, Muriel Pénicaud n'avait fait appel qu'à Havas, l'un des plus grands groupes mondiaux de communication.

Jusqu'à quel point la ministre a-t-elle trempé dans cette malversation, c'est ce que l'instruction devrait en principe éclaircir. Malgré ces soupçons qui pèsent lourdement sur elle, cela n'empêche pas Pénicaud de s'en prendre aux chômeurs en demandant des contrôles renforcés afin de traquer ceux qui, selon elle, ne respecteraient pas leurs obligations et ne feraient aucun effort pour chercher du travail.

Marianne Lamiral



Contrôle technique : plus dur, plus cher...

Depuis le 20 mai, les règles des contrôles techniques automobiles ont été durcies, avec pour conséquence d'en augmenter parfois fortement le coût pour les automobilistes.

Le nombre de points de contrôle est passé de 123 à 131 et, alors que le contrôleur pointait environ 400 défaillances possibles, ce nombre s'élève maintenant à plus de 600. Celles qui seront considérées comme critiques devront être réparées dans les 24 heures, sous peine d'immobilisation du véhicule. De nombreux garages ne pourront d'ailleurs pas effectuer les réparations rapidement, puisqu'ils ne disposent pas toujours des pièces nécessaires. Le salarié qui a besoin de sa voiture pour se rendre au travail devra s'en passer pendant

plusieurs jours.

Le niveau de ces défauts sera laissé à l'appréciation des professionnels, et une fuite d'huile pourra être considérée comme un défaut majeur, ou critique. Le nouveau contrôle sera bien évidemment plus cher et pourrait augmenter le prix de 15 à 20%. On comprend ainsi l'inquiétude de nombreux automobilistes qui possèdent une vieille voiture et qui n'ont pas les moyens d'en changer ou de faire des réparations lourdes.

Le gouvernement met en avant la sécurité routière pour justifier cette nouvelle

réglementation. Mais, si le gouvernement n'est pas avare de déclarations, il ne débloque aucun moyen dans ce domaine. Au contraire, puisque son action consiste à réduire le financement public consacré aux transports publics et à l'entretien des routes. Et, alors qu'il multiplie les cadeaux au patronat, il n'envisage pas davantage de mettre à contribution les constructeurs automobiles, ce qui serait pourtant la moindre des choses, ni les entreprises qui ont pourtant de plus en plus recours au transport routier.

Cela revient à faire reposer le coût de la sécurité routière essentiellement sur les automobilistes, en choisissant ainsi de pénaliser ceux dont les revenus sont les plus modestes.

Aline Urbain



Gaz et électricité : les requins

Depuis le 1^{er} avril et la fin de la trêve hivernale, les fournisseurs peuvent à nouveau couper le gaz et l'électricité à ceux qui ne peuvent payer. L'an dernier, les premiers mois du printemps avaient été catastrophiques. Cette année, à cause du froid tardif et des factures en hausse, le nombre de coupures devrait encore augmenter.

En 2017, plus de 600 000 foyers avaient vu leur alimentation en gaz, en électricité ou les deux être complètement coupée ou réduite au minimum. Dans ce cas, le fournisseur laisse juste de quoi allumer les lumières et le réfrigérateur. Par rapport à 2016, le nombre de foyers subissant une coupure était en hausse de 5% pour l'électricité et 25% pour le gaz. Cette année, le médiateur de l'énergie, autorité publique indépendante censée jouer les intermédiaires entre fournisseurs et consommateurs, a prévenu : « Les fournisseurs attendent avec impatience le 1^{er} avril et on aura des familles qui vont se retrouver brutalement sans électricité et sans gaz. L'année dernière, on en a eu quelques centaines de milliers en avril, mai, juin... et on en aura sans doute un nombre équivalent cette année, peut-être un peu plus. »

Profitant de l'ouverture à la concurrence, les

fournisseurs ont démarché les clients pour les pousser à renoncer à des contrats plus ou moins stables auxquels ils étaient habitués, en faisant miroiter des factures en baisse. En réalité ces nouveaux contrats, souvent annualisés, arrangent surtout les fournisseurs. Et qui sont ceux-ci? Engie (ex-GDF Suez), le géant français Total, le pétrolier italien ENI ou encore le groupe international de la distribution de gaz DCC. Interdire à ces grands groupes de couper ou réduire l'alimentation en énergie des foyers incapables de s'acquitter de leur facture n'entamerait qu'une part dérisoire de leurs profits.

Le chômage persistant, les bas salaires, les hausses de prix, tout contribue à réduire le budget des classes populaires et à rendre plus difficile le paiement des factures. À cela, il faut ajouter la rapacité des vautours du gaz et de l'électricité.

P.R.

Wauquiez : la honte de l'Auvergne-Rhône-Alpes

Le journal *La Montagne* a révélé récemment dans ses « Indiscrétions » le contenu d'un message qu'un tweeter avait envoyé en 2016 à Laurent Wauquiez, à l'époque où ce dernier refusait d'accueillir 1 784 réfugiés en Auvergne-Rhône-Alpes et faisait signer une pétition « contre la répartition des migrants de Calais dans nos régions ».

Le tweet dénonçait l'attitude de Wauquiez en rappelant que, durant la Deuxième Guerre

mondiale, la petite ville auvergnate du Chambon-sur-Lignon, qui comptait moins de 3 000 habitants, avait à elle seule accueilli près de 5 000 réfugiés, majoritairement des Juifs pourchassés, organisant pour eux des filières d'évasion.

Comme quoi cela fut possible même sous le régime de Vichy. Il est vrai qu'il n'y avait pas alors de région Auvergne-Rhône-Alpes avec à sa tête un Laurent Wauquiez.

Correspondant LO

Le gouvernement se heurte à la solidité de la grève

Après le succès de la journée « sans cheminots » du 14 mai, le nombre de grévistes a retrouvé les 18 et 19 mai un niveau comparable aux épisodes précédents. Le 18 mai, le taux de grévistes était, à l'échelle du pays, de 24,7 % à l'exécution, selon les chiffres de la direction. Ce jour-là, les conducteurs étaient toujours majoritairement en grève et les contrôleurs l'étaient à 44,5 %.



Si la fraction la plus déterminée des grévistes cumule aujourd'hui plus de vingt jours de grève, une autre partie ne se mobilise pas chaque jour du calendrier, se réservant pour des « temps forts » ou des journées qui désorganisent le plus la préparation des trains dans des ateliers.

Mais dans de nombreux secteurs, il est bien difficile de trouver un cheminot qui n'a pas été gréviste à un moment ou un autre. Surtout, nulle part, il n'y a de renoncement : le mouvement tient bon.

Ainsi mardi 15 mai, aux ateliers de Châtillon, journée hors du calendrier, 120 cheminots se sont retrouvés en heure d'information syndicale pour discuter du succès de la veille, de la journée sans cheminots et de l'avenir de la lutte.

Le succès du «*Vot'action*»

Un autre élément montrant la vitalité du

mouvement a été le «*Vot'action*», référendum «*pour ou contre le pacte ferroviaire*», organisé par les syndicats. Dans de nombreux secteurs, il a été l'occasion pour des militants syndicaux et des grévistes de tourner à nouveau dans les ateliers, achevant de convaincre de la nocivité du pacte ferroviaire. Le résultat ne faisait aucun doute : ainsi à la gare de Paris-Montparnasse, de nombreux cheminots venant parfois de loin demandaient : «*Je voudrais voter non, où est-ce que c'est ?*»

À Châtillon, 250 cheminots sont venus voter le même jour, à 95 % pour le non. Des files d'attente se formaient. À Rennes, par exemple, seuls les hauts cadres ont suivi les directives de la direction et n'ont pas voté.

Mercredi 23 mai, la CGT indiquait que près de 62 % des cheminots avaient pris part au référendum. 94,97 % avaient voté non. Tout cela



renforce la conviction qu'il y a unanimité chez les cheminots pour s'opposer à cette démolition programmée de leur quotidien. Surtout, loin de se substituer à la grève, le référendum est apparu à beaucoup d'entre eux comme un moyen de la renforcer, d'en prouver une nouvelle fois la légitimité.

C'est en effet, la grève et elle seule qui a pu faire reculer le gouvernement. C'est la grève, l'arme de classe par excellence des travailleurs, qui peut faire mal au patronat quand elle bloque les trains de marchandises, entraîne l'absence ou le retard des salariés et désorganise la production. C'est la grève qui rend visible et concrète au quotidien la lutte des cheminots auprès des autres travailleurs.

Le 22 mai, les travailleurs de la Fonction publique étaient appelés à la grève. Les directions syndicales cheminotes ont appelé à manifester, mais pas à cesser le travail et ainsi à faire une entorse au calendrier prévu. Pour autant,

de nombreux cheminots ont tenu à participer aux manifestations et à faire grève pour l'occasion afin d'affirmer, non en paroles, mais dans la rue, la nécessité d'une lutte commune de tous les travailleurs.

Le gouvernement cherche l'appui de syndicats

Le mouvement, sans être explosif, reste donc solide et déterminé, et le gouvernement reste, près de deux mois après, incapable de le juguler.

La stratégie initiale de Macron d'écraser les cheminots tout en refusant de composer avec ses interlocuteurs syndicaux a manifestement échoué. Et il semble bien qu'il recherche aujourd'hui l'appui de certains syndicats pour mettre fin à cette grève.

Ainsi, selon le journal économique *Les Échos*, il y aurait pour la SNCF un «*plan de sortie de crise du gouvernement*» avec «*des concessions aux syndicats*». Au nombre de celles-ci, il y

aurait la reprise partielle de la dette et «*un relèvement des investissements*».

De telles mesures intéresseraient peut-être les capitalistes qui vont investir dans le secteur, mais en aucun cas les cheminots. En revanche les 700 millions d'euros annoncés d'un plan d'économies qui est déjà de 2,3 milliards pèseraient évidemment sur eux avec l'introduction de la polyvalence, de nouveaux efforts de productivité et la fin du recrutement au statut.

Le gouvernement espère peut-être amadouer certaines directions syndicales avec de prétendues concessions et en adoptant une posture plus conciliante à leur égard. Mais les cheminots veulent le retrait du pacte ferroviaire, le maintien de leur emploi et de leur salaire. Le gouvernement cherche la «*sortie de crise*», c'est bien que la grève des cheminots pose problème à son maître : le patronat. Alors, il faut tenir et renforcer partout la mobilisation.

Christian Bernac



Durant la Fête de Lutte ouvrière, le débat organisé autour de la grève des cheminots a eu un franc succès avec plus de 500 personnes présentes.

La lutte, seule action valable

La réforme ferroviaire prévoit la transformation des EPIC (Établissement Public Industriel et Commercial) SNCF Réseau et SNCF Mobilités en sociétés anonymes. Elisabeth Borne, ministre des Transports, a promis que lors de l'examen au Sénat serait affirmé le caractère «*incessible*» des actions de la SNCF alors qu'elle

avait refusé de l'inscrire à l'Assemblée en première lecture.

Cela vise à proposer une porte de sortie aux directions syndicales. Mais le fait que ces actions soient bloquées – et pendant combien de temps ? – n'a rien à voir avec ce qu'exigent les cheminots mobilisés. C.B.

Continuer de faire vivre les idées communistes

La Fête de Lutte ouvrière des 19, 20 et 21 mai a été une nouvelle fois un succès. Sous le soleil, à Presles dans le Val-d'Oise, les milliers de participants ont pu se distraire, se cultiver, participer à des débats sur de nombreux sujets politiques et sociaux. Ils ont pu rencontrer des militants d'autres pays, d'Haïti à la Grande-Bretagne et des États-Unis à la Côte d'Ivoire. Le courant communiste révolutionnaire, qui défend l'idée d'une société débarrassée de l'exploitation capitaliste, a ainsi montré qu'il était bien vivant. Nous publions ci-dessous des extraits des interventions de notre camarade Nathalie Arthaud au cours de la Fête.

Nathalie Arthaud,
dimanche 20 mai :

“Il faut un nouveau Mai-Juin 1968”

Il y a exactement 50 ans, en mai 1968, le pays était plongé dans la grève générale. Depuis le 3 mai, la révolte étudiante se déployait au Quartier latin à coups de pavés et d'occupations. Le 13 mai, face à l'indignation générale provoquée par la répression policière, la CGT, l'UNEF et la CFDT appelèrent à une journée de grève et de manifestation. Ce fut un raz de marée.

Dès le lendemain, sans qu'il y ait d'appel, la grève fut reconduite dans une entreprise, puis le surlendemain dans deux, puis ce fut une traînée de poudre. Incapable d'arrêter la contagion, la CGT dominante dans la classe ouvrière décida de prendre la tête de la vague gréviste, pour la contrôler. Quasiment toutes les entreprises furent mises à l'arrêt. [...]

La jeunesse étudiante fut le déclencheur des événements et son inspiratrice politique. [...] Mais c'est l'entrée en lutte de la classe ouvrière qui fit basculer la situation, déstabilisa le régime et fit peur à la bourgeoisie. Car, contrairement aux étudiants, la classe ouvrière est au cœur de la production, ce qui lui donne les moyens de passer des paroles aux actes. Si elle en a la volonté consciente, ce qui ne fut pas le cas en 1968, oui, la classe ouvrière a la capacité de refaire le monde. Et c'est vrai encore aujourd'hui.

La classe ouvrière, les exploités, représente une force sociale qui n'a pas intérêt à la perpétuation de ce système. Les prolétaires n'ont, disait Marx, que leurs chaînes à perdre. [...] Aucune autre force sociale ne recèle cette force révolutionnaire et cette capacité de transformer et de reconstruire une autre société.

Alors, en 1968, quand la grève générale s'installa avec cette ébullition d'idées révolutionnaires parmi la jeunesse, le régime gaulliste n'eut plus qu'une idée en tête : trouver le moyen d'éteindre l'incendie.

Et, comme en 1936, il se hâta de mettre le patronat et les organisations syndicales autour d'une table pour voir comment remettre la classe ouvrière au travail. En rien de temps, gouvernement et patronat lâchèrent les augmentations de salaire dont ils n'avaient cessé de dire qu'elles étaient impossibles. Ils cédèrent de nouveaux droits syndicaux et furent forcés, dans bien des entreprises, à réduire le temps de travail.

Pour bien des travailleurs, ces avancées étaient modestes et pas du tout à la hauteur des espérances qu'avait suscitées la grève. Mais en Mai-Juin 68 la classe ouvrière fit une fois de plus la démonstration de sa force. Elle fit la preuve qu'elle était capable de faire reculer un pouvoir aussi solidement établi que celui de De Gaulle.

Pour nous, qui sommes convaincus que le monde ouvrier a les moyens de prendre en main la société et de la diriger, c'est quelque chose de formidable. Et avec tous ceux qui ne supportent plus la situation et souhaitent une nouvelle explosion sociale, nous affirmons que, oui, il faut un nouveau Mai-Juin 1968!

Vive la grève des cheminots

Macron et le patronat connaissent actuellement leur premier retour de bâton. Et on le doit aux cheminots qui se sont lancés dans la grève. Ils y ont été forcés par Macron qui, sûr de lui et comme pour prouver sa toute-puissance, les a attaqués frontalement.

Depuis le 3 avril, les cheminots enchaînent les journées de grève. Ils se battent dans le cadre du calendrier choisi par la CGT, avec des temps forts comme la journée sans cheminots du 14 mai qui a, une fois de plus, montré le rejet massif de cette



suite page 7



réforme par les cheminots. Ce n'est pas une grève explosive, mais il n'y a que ceux qui ne prennent pas le train qui perçoivent une amélioration dans la circulation!

Car la grève reste massive et déterminée. Les cheminots tiennent tête au gouvernement et ils ont raison.

Ils se battent pour leurs conditions de travail et leurs salaires ; pour que les jeunes qui seront embauchés demain à la SNCF ne soient pas plus précaires et plus mal payés. Ils se battent parce qu'ils ne veulent pas devenir des pions ballottés au gré des appels d'offres capitalistes. Et ils ont mille fois raison parce que, dans cette société où l'argent dégouline à un pôle de la société, ni les cheminots ni aucun travailleur n'ont à accepter de reculer!

Par sa durée, cette grève est devenue un fait politique et elle modifie le climat social. La campagne contre les « cheminots privilégiés » a fait long feu. En dépit des efforts déployés par le gouvernement et les voix de son maître, nombre de travailleurs comprennent cette grève, expriment leur sympathie et leur soutien. Étant tous également attaqués et méprisés par ce gouvernement, nous pouvons tous nous y reconnaître.

Et ce d'autant plus qu'elle n'a rien de corporatiste, ni dans ses objectifs, ni dans la façon dont elle se mène. On a vu des AG de cheminots ouvertes à des hospitaliers, des salariés de Carrefour, de Vélib', d'EDF, d'Air France ou encore à des étudiants. Des équipes cheminotes sont allées diffuser des tracts aux portes des entreprises voisines, qu'elles soient du public ou du privé. Les cheminots se sont joints et ont renforcé toutes les manifestations qui se présentaient à eux.

Je suppose que tous ceux qui ont vécu 1968 et ont vu les appareils bureaucratiques du PCF et de la CGT mettre un cordon sanitaire non seulement pour empêcher les étudiants de discuter avec les ouvriers, mais aussi pour réduire les contacts entre entreprises, apprécient cette attitude à sa juste valeur!

Alors j'en profite pour rendre hommage à ces cheminots qui ont le désir de s'adresser aux travailleurs des autres secteurs, non seulement pour trouver du soutien et de la solidarité, mais avec la conviction que nous sommes tous des travailleurs confrontés aux mêmes attaques patronales et que nous devons nous battre ensemble, qu'on soit du privé ou du public, en CDI, sous statut ou en CDD.

En agissant ainsi, ils font progresser la conscience

de classe. Et cette grève qui dure fait redécouvrir aux travailleurs la force de l'action collective et elle les conforte dans leurs revendications, de façon bien plus large et plus profonde que n'importe quel discours militant.

[...] Parce que, oui, la prise de conscience de classe est quelque chose d'imperceptible. Cela se passe dans les têtes, ce sont des évolutions qui ne sont pas forcément comptabilisables en nombre de manifestants et de grévistes.

Mais ce que l'on peut dire aujourd'hui, c'est que la conscience du combat à mener mûrit dans la tête de nombreux travailleurs. Et la grève des cheminots y est pour beaucoup!

Alors leur combat continue, mais cela fait déjà partie de ce qu'ils ont gagné. Alors vive la grève des cheminots!

Manifestons nombreux le 26 mai

Depuis deux mois, le mécontentement des travailleurs a pu se faire entendre dans les nombreuses manifestations syndicales qui se sont succédées, et c'est une bonne chose. Après-demain, mardi 22, tous les syndicats de la fonction publique appellent à une nouvelle journée de grève et de manifestation pour s'opposer à la suppression de 120 000 postes et au plan gouvernemental qui vise à multiplier les emplois précaires dans l'emploi public. Nous appelons à répondre le plus nombreux possible à cet appel.

Il y a aussi une manifestation prévue le samedi 26 mai. Celle-ci a un caractère particulier puisque c'est une manifestation organisée par des organisations politiques qui se revendiquent de la gauche, par des associations et des syndicats, dont la CGT.

Lutte ouvrière appelle aussi à cette manifestation du 26 mai, par solidarité avec tous ceux qui, parmi les travailleurs, veulent exprimer leur hostilité à ce pouvoir dévoué aux riches parasites et méprisant à l'égard de ceux qui, par leur travail, font vivre la société. Et nous demandons à tous ceux qui, dans le monde du travail, nous font confiance de participer nombreux à cette manifestation. Tout en œuvrant pour le succès de cette manifestation, nous ne signons pas l'appel unitaire, car nous rejetons l'opération politique qui se dessine et nous appelons les travailleurs à la méfiance.

L'alternative que cette opération construit est une nouvelle mouture de l'Union de la gauche de l'époque Mitterrand et de la Gauche

plurielle du temps de Jospin.

Les travailleurs et les militants ouvriers se souviennent amèrement de ces tentatives, qui ont soulevé un temps leur enthousiasme et qui se sont plus ou moins rapidement transformées en déception, voire en désespoir. Ceux qui l'ont vécu ont peut-être encore en tête comment, pour être élu, Mitterrand assénait « *Celui qui n'accepte pas la rupture avec le capitalisme ne peut pas être adhérent du Parti socialiste* », tout cela pour, au pouvoir, servir le grand patronat et louer la Bourse ! Plus proche dans le temps, rappelez-vous Hollande affirmant « *Mon ennemi, c'est la finance* », avant qu'il se mette à plat ventre devant les financiers !

La démoralisation et le dégoût vis-à-vis de cette politique ont complètement décrédibilisé l'idée d'une politique de gauche, et ceux qui en ont le plus souffert sont ceux qui ont milité pour cela. C'est cela qui a largement contribué à faire le lit du Front national dans le monde du travail.

L'alternative à Macron qui se prépare aujourd'hui sera du même tonneau. Qui est à la manœuvre ? Mélenchon, ancien ministre de Jospin. Hamon, ancien ministre de Hollande, ils ont activement contribué à la politique anti-ouvrière et propatronale de leurs chefs de file respectifs. Quant à ceux qui les accompagnent et qui sont trop jeunes pour avoir été associés à ces trahisons, ils défendent la même politique.

Macron peut d'autant plus facilement prétendre être et de gauche et de droite que toute différence entre la gauche et la droite s'est évaporée au fil du temps. Mais les étiquettes politiques sont une chose, la réalité sociale en est une autre. Et on ne peut pas être à la fois pour les exploiters capitalistes et pour les exploités salariés ! Les intérêts de ces deux classes sociales sont diamétralement opposés.

Les organisateurs de la manifestation appellent à une manifestation pour « *l'égalité, la justice sociale et la solidarité* », expressions abstraites que n'importe quel politicien bourgeois peut reprendre sans en croire un mot. Même en parole, ils n'ont pas l'intention de combattre la mainmise de la classe capitaliste sur la société. Quels que soient leurs discours d'aujourd'hui, lorsqu'ils seront au pouvoir, ils gouverneront à leur tour au service des riches.

Le véritable pouvoir dans notre société, c'est le pouvoir de l'argent et du capital, c'est le pouvoir de ceux qui commandent l'économie. Les

présidents de la République, les ministres s'excitent sur le devant de la scène politique, mais ils prennent leurs ordres auprès des milieux patronaux. Et s'il arrive qu'ils veuillent s'en affranchir ne serait-ce qu'un peu, comme ce fut le cas avec Tsipras en Grèce en 2015, ils sont immédiatement rappelés à l'ordre par ceux qui tiennent les cordons de la bourse.

Alors, si nous dénonçons souvent les mêmes choses que Mélenchon, Laurent ou Hamon, nous ne le faisons pas du tout dans la même perspective. Quand ces derniers dénoncent Macron pour préparer le retour au pouvoir de la gauche qui gèrera les affaires de la bourgeoisie, nous le dénonçons pour armer politiquement les travailleurs dans la perspective qu'ils agissent eux-mêmes, collectivement.

Nous affirmons que le seul débouché politique qui ouvrirait une perspective pour les travailleurs sera la création d'un parti qui se situe sur le terrain de leurs intérêts matériels et politiques, un parti de classe qui se fixe pour but d'œuvrer pour que la classe ouvrière prenne le pouvoir politique et qu'elle l'exerce de façon collective et démocratique.

La nécessité d'un parti communiste révolutionnaire

Certains voudraient concilier ces deux perspectives, en considérant que la perspective de la révolution est lointaine et qu'en attendant il faut chercher le moins pire, c'est-à-dire un vrai gouvernement de gauche. C'est la raison pour laquelle ils pensent qu'il pourrait y avoir une unité de Lutte ouvrière jusqu'à la France insoumise et même jusqu'à Hamon, ex-ministre de Hollande, qui en 2014 s'opposait à une précédente grève des cheminots, je le rappelle !

En réalité, ces deux perspectives ne s'opposent pas seulement pour l'avenir mais dans notre politique quotidienne. Les travailleurs sont toujours devant ce choix fondamental : est-ce que l'on cherche une solution dans le cadre de la société capitaliste, ou est-ce qu'on vise à la renverser ?

Les politiciens, y compris ceux aux discours radicaux, prétendent pouvoir changer le sort des travailleurs de l'intérieur du système, de l'intérieur des institutions. Ils prétendent pouvoir le faire dans le cadre capitaliste, sans remettre en cause la propriété privée de la bourgeoisie parce qu'ils considèrent que



suite page 10



celle-ci est intangible. C'est précisément ce que nous combattons.

Si la bourgeoisie continue de tenir les rênes du capital et du pouvoir, nous nous enfoncerons dans un capitalisme pourrissant, dans un avenir fait de sang et de larmes. Si les exploités partent à la conquête du pouvoir politique, l'humanité s'inventera un nouvel avenir.

Alors, notre raison d'être est d'affirmer la nécessité pour les exploités de renverser le capitalisme et de prendre le pouvoir, y compris dans notre propagande quotidienne. C'est de militer pour que la classe ouvrière accède à la conscience que la tâche de transformer la société dépend d'elle et qu'elle en est capable, car elle l'a déjà fait, lors de la Commune de Paris de 1871 et de la révolution russe de 1917.

Les militants communistes révolutionnaires qui nous ont précédés ont passé le plus clair de leur temps à se battre pour que les travailleurs fassent avancer leurs intérêts de classe dans le cadre du capitalisme, mais ils étaient convaincus qu'il était possible et nécessaire de renverser le grand

capital et de construire une économie sans patron, sans exploitation, sans classe sociale, et ils le défendaient. Tout en se battant pour améliorer les conditions de travail, ils expliquaient en quoi la lutte de classe serait sans fin, à moins de réussir à renverser le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie. Ils imprégnaient les consciences ouvrières de cet idéal.

Nous nous inscrivons dans ce courant révolutionnaire du mouvement ouvrier, convaincus que l'impulsion, l'énergie qui permettra de changer la société viendra de la classe ouvrière. Nous militons dans la classe ouvrière pour que celle-ci prenne conscience de sa force et de ses capacités à transformer en profondeur la société. [...]

«*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*», dont Marx avait fait la devise du parti ouvrier, n'est pas une phrase en l'air. Mais, pour que la révolte se transforme en révolution, il faut des femmes et des hommes qui soient conscients des tâches à accomplir, il faut un parti communiste révolutionnaire.

Lundi 21 mai: **contre l'impérialisme et les préparatifs guerriers, vive l'internationalisme!**



[...] Être communiste révolutionnaire, c'est être internationaliste. Ce n'est pas seulement une position morale et une aspiration à la fraternité des peuples. Ce n'est pas seulement s'opposer à toutes les formes de chauvinisme, de xénophobie et de racisme.

L'internationalisme du mouvement ouvrier recouvre la conviction qu'on ne peut qu'à l'échelle du monde changer l'ordre social, renverser le pouvoir de la bourgeoisie, l'exproprier définitivement et réorganiser l'économie sans propriété privée. C'est la conviction que nous ne pourrions bâtir une nouvelle organisation économique, le communisme, qu'à l'échelle internationale car une économie supérieure au capitalisme ne pourra se déployer qu'avec la mise en commun des ressources et des matières premières dispersées sur toute la planète, qu'avec les échanges et la coopération des travailleurs du monde entier. [...]

À bas la guerre contre le peuple palestinien!

Cette conception internationale fait que les

marxistes et les communistes révolutionnaires ont toujours raisonné en fonction des intérêts du prolétariat international. Il est toujours vital aujourd'hui de comprendre non seulement la situation dans le pays où nous vivons, mais aussi celle de nos frères de classe partout dans le monde.

Et pour commencer, je tiens à dénoncer les massacres de l'armée israélienne à Gaza. [...]

Cette répression s'inscrit dans la continuité de la politique des gouvernements israéliens qui alimente depuis 70 ans la révolte légitime des Palestiniens et qui consiste encore aujourd'hui à chasser les Palestiniens de leurs terres et à coloniser les territoires censés constituer le futur État palestinien en Cisjordanie.

Plus le temps passe, plus la possibilité pour les Palestiniens de disposer de leur propre État s'éloigne. Et le démantèlement, symbolique, de l'ambassade américaine à Jérusalem était surtout une provocation de plus, une façon de dire aux Palestiniens qu'ils n'ont rien à attendre ni des Américains, ni de l'État d'Israël, ni, on l'a vu aux réactions

des autres puissances, de personne d'autre.

Depuis la création d'Israël, les dirigeants américains ont apporté un soutien indéfectible à l'État israélien, qui est pour eux un allié privilégié, gendarme de l'ordre impérialiste dans la région. Mais, en assignant à leur propre peuple le rôle de géôlier pour le compte de l'impérialisme américain, les dirigeants israéliens le condamnent à vivre en permanence sur le pied de guerre, le transformant en gardiens de prison ou en bourreaux. [...]

Avec ses multiples provocations, Trump et les États-Unis provoqueront-ils une nouvelle guerre qui ensanglantera la région? Au fond, peu leur importe: pour imposer sa domination à tout prix, l'impérialisme, qu'il soit américain, français ou autre, est prêt à cela et à écraser des peuples de son talon de fer. Et il ne peut pas vivre sans les dresser les uns contre les autres. Alors, à bas la guerre sans fin contre le peuple palestinien! À bas la domination impérialiste!

L'Europe en proie aux nationalismes et à la réaction

L'Union européenne, qui représente une des parties les plus riches de la planète, se prétend parmi les plus civilisées, mais elle n'a pas de leçon à donner! Poutine a fait du nationalisme grand-russe, de la corruption et de l'assassinat d'opposants et de journalistes, un mode de fonctionnement. Mais que dire des régimes autoritaires et réactionnaires hongrois ou polonais? Ils font non seulement de la démagogie anti-immigrée pour jouer sur les peurs, mais, plus lourd de danger, ils attendent le nationalisme et les revendications territoriales dans cette région de l'Europe de l'Est où les frontières nationales ont été maintes fois déplacées et où les peuples se sont mélangés, laissant coexister de nombreuses minorités nationales.

On a vu en Ukraine avec quelle rapidité ces sentiments chauvins pouvaient être instrumentalisés pour le compte de telle ou telle grande puissance et conduire les peuples à servir à nouveau de chair à canon.

États mafieux du genre de Malte, qui vend sa nationalité aux plus offrants et dont le Premier ministre est soupçonné d'avoir commandé l'assassinat d'une journaliste trop curieuse,

paradis fiscaux, démagogie nationaliste, montée de l'extrême droite: derrière sa façade propre, l'UE charrie son lot de pourriture réactionnaire et de bombes à retardement.

Si Aube dorée en Grèce et le Jobbik en Hongrie sont encore les seuls à se réclamer ouvertement du nazisme, combien de militants du même tonneau compte l'Afd, qui est devenue en Allemagne la troisième force politique? Combien en comptent la Ligue aux portes du pouvoir en Italie, ou le Fpö qui est intégré dans la coalition gouvernementale en Autriche? Et c'est sans oublier ceux qui en France sont connus sous le nom d'identitaires et qui gravitent autour du Front national.

Et le pire est à venir, car la réalité c'est que l'économie est enlisée depuis des décennies dans une crise et dans un chômage dont elle ne peut plus sortir. Et le désespoir croissant des masses populaires, qui ne voient pas le bout de cette évolution, conduit à des crises politiques plus ou moins aiguës. Ici c'est le rejet croissant de partis politiques dont l'alternance périodique tenait lieu de vie démocratique. Là, c'est le repli sur soi qui s'est exprimé au travers du Brexit ou en Écosse, c'est aussi au sud des Pyrénées la montée du nationalisme catalan.

Partout où l'on porte son regard on voit des forces qui militent pour un retour en arrière sur le terrain moral, social, sociétal. [...]

Pour faire régresser les forces et les comportements réactionnaires que l'on voit se déployer à l'échelle du monde, il faut bien sûr dénoncer, prôner une société plus solidaire et plus humaine, plus respectueuse de l'environnement. Cela, nous le ferons avec bien d'autres et nous trouverons bien des alliés. [...]

Mais il faut être conscient que tous ces combats seront à recommencer tant que l'on ne renverse pas la société capitaliste. Et il faut diffuser cette conscience communiste révolutionnaire. [...]

La seule solution économique, viable et digne de notre époque, c'est l'organisation de la production à l'échelle mondiale, dans l'intérêt de l'humanité tout entière. C'est cela que les fondateurs du mouvement socialiste appelaient la révolution socialiste mondiale. Alors, amis et camarades, aujourd'hui comme hier, «l'internationale sera le genre humain»!



Allemagne : le chantage de PSA chez Opel

Le groupe PSA a racheté Opel à General Motors il y a moins d'un an, en août 2017, en jurant, la main sur le cœur, que les travailleurs n'avaient rien à craindre et que conventions collectives et accords sur l'emploi seraient maintenus au moins jusqu'à fin 2018.

Ces promesses étaient peu de chose, mais elles ont suffi aux hommes politiques, médias et direction du syndicat IG Metall pour se réjouir que le groupe passe sous pavillon européen. Ainsi c'en était fini, assuraient-ils, de la dure tutelle américaine.

Le contrat de vente à peine signé, les attaques se sont mises à pleuvoir. PSA exigeait un plan de départs volontaires, qui doit toucher au total environ

3700 salariés en Allemagne, plan accepté par IG Metall au nom de la compétitivité. Puis ça a été le chômage partiel avec réduction de salaire subi par plusieurs milliers de travailleurs, notamment ceux de la Recherche et Développement.

Mais cela ne suffit pas à PSA qui s'est mis à exiger, en avril, que les ouvriers d'Opel renoncent aux 4,3% d'augmentation obtenus au mois de mars en Allemagne pour

l'ensemble de la métallurgie ! Trop c'est trop : là, IG Metall a refusé. Alors PSA a commencé son chantage : si vous refusez le blocage des salaires, nous ne garantissons pas la construction de nouveaux modèles !

Pour mettre en concurrence les ouvriers, PSA explique que les usines Opel d'Espagne, d'Angleterre, de Hongrie, de Pologne, d'Autriche, auraient toutes accepté des sacrifices, mais pas celles d'Allemagne. La mise en concurrence ne s'arrête pas là : PSA essaye aussi d'attaquer les différentes usines Opel d'Allemagne séparément, les unes après les autres, et il commence par l'usine d'Eisenach. La

direction a expliqué qu'en l'absence de sacrifices des travailleurs, un seul modèle y serait construit en 2019, et non pas deux comme prévu. D'après les calculs d'IG Metall, cela mettrait en cause la moitié des 1800 emplois de l'usine d'Eisenach.

Dans cette ville de l'est de l'Allemagne, le chômage est élevé et les travailleurs ne sont pas en situation de force. La direction les attaque en premier, mais on peut parier qu'elle a déjà dans ses plans, si la manœuvre lui réussit, la prochaine usine à attaquer. En réponse, à l'appel d'IG Metall 1400 salariés d'Opel ont participé à un rassemblement de protestation à Eisenach le 24 avril, suivi

d'une manifestation. Des travailleurs d'Opel d'autres villes s'étaient joints à cette manifestation, conscients que personne ne sera épargné.

Pour l'instant, PSA a déjà dû reculer sur les 4,3% d'augmentation : ceux d'Opel les toucheront. Pour le reste, la situation est au point mort. Le PDG Tavares ne fait pas mystère de son intention de baisser la masse salariale par tous les moyens. Comme en France, il veut fabriquer des chômeurs et intensifier l'exploitation de ceux qui restent. La riposte s'impose pour empêcher ce patron commun d'aggraver sans cesse les conditions de vie.

Alice Morgen

Belgique : une manifestation réussie

Mercredi 16 mai à Bruxelles, à l'appel des trois centrales syndicales, près de 70000 manifestants ont protesté contre le projet de réforme des pensions du gouvernement fédéral. Une nouvelle fois, les mesures gouvernementales mobilisaient autant les Wallons que les Flamands, dans la fonction publique et dans le privé.

Personne ne s' imagine travailler jusqu'à 67 ans, encore moins avec les conditions de travail qui se sont dégradées ces dernières années. Dans les discussions entre manifestants, la situation des jeunes qui ne trouvent pas de travail, les homes pour personnes âgées devenus trop chers, les fins de mois qui arrivent de plus

en plus tôt étaient dénoncés.

Il était clair qu'une manifestation seule ne suffirait pas à faire reculer le gouvernement. Et dans bien des discussions, il était question de la grève des cheminots en France ou de la grève récente chez Lidl en Belgique.

Alors, quelle suite ? Les dirigeants syndicaux n'ont pas appelé à d'autres actions,

ils se contentent de rappeler au gouvernement qu'ils sont capables de mobiliser si celui-ci s'obstine à décider par-dessus leurs têtes.

Le Parti socialiste distribuait des autocollants « *Ne touche pas à ma pension* ». C'est du culot de la part d'un parti qui a contribué à faire reculer l'âge de la pré-pension lorsqu'il était au gouvernement ! La confédération syndicale FGFB, après s'être engouffrée pendant trois ans dans les débats stériles avec le gouvernement sur la reconnaissance de la pénibilité de tel ou tel métier, met maintenant en avant une revendication plus fédératrice : une pension minimum de 1500 euros pour tous. Il est évident qu'il faudra un rapport de force capable d'imposer une telle revendication, et ce n'est pas du retour des partis socialistes dans les gouvernements, fédéral et régionaux, qu'on peut l'attendre.

Campagne électorale oblige, le gouvernement avait déjà mis en attente le principal de sa réforme, mais le patronat l'exige et elle sera remise à l'ordre du jour. Il faut souhaiter que cette manifestation réussie soit un début.

Correspondant LO



Bruxelles, le 16 mai.

Hommage aux fusillés de la Commune

Comme chaque année les Ami(e)s de la Commune de Paris de 1871 appellent à se retrouver au cimetière du Père-Lachaise pour rendre hommage aux travailleurs fusillés par les troupes

de Thiers, pour avoir osé proclamer la Commune de Paris, libre de toute exploitation.

Lutte ouvrière s'associe à ce rassemblement.

Le rendez-vous est fixé

Samedi 26 mai à 14 h 30 à l'entrée du cimetière du Père-Lachaise rue des Rondeaux, Paris 20^e métro Gambetta

General Electric Hydro Grenoble : la direction impose sa loi

Vendredi 18 mai, à l'usine General Electric (GE) de Grenoble qui produit des turbines hydrauliques, un accord a finalement été signé entre la direction et l'inter-syndicale CGT-CFE-CGC et CFDT.

Sur 850 salariés, cet accord supprime 293 postes au lieu des 345 prévus en juillet 2017.

Les travailleurs n'ont rien vu des promesses patronales de 2015 de créer 1000 emplois en France avant 2018. Les gouvernements Hollande et Macron ont laissé faire.

Les travailleurs s'étaient fortement mobilisés en octobre et novembre derniers, enchaînant des semaines de blocage de l'entreprise avec une présence toujours

importante devant l'entrée. Si la direction a fini par reculer et revoir à la baisse le nombre de licenciements, sur le fond, l'entreprise est restée sur ses positions.

Cet acharnement patronal a eu comme conséquences une centaine de départs individuels, et, comme le soulignent les syndicats, une grande lassitude des salariés face à ce mur. L'inquiétude demeure pour l'avenir du site de Grenoble après cette saignée des emplois, mais les travailleurs sont conscients d'avoir su résister à une multinationale qui a réalisé, en 2016, un chiffre d'affaires de 105 milliards d'euros et 8,10 milliards d'euros de profits.

Correspondant LO

Mai-Juin 1968 Souvenirs de militants ouvriers

Acteurs de l'explosion sociale de Mai-Juin 1968, plusieurs dizaines de militants d'entreprise du groupe trotskyste Voix ouvrière, ancêtre de Lutte ouvrière, témoignent ici.

Elles et ils avaient alors 18, 20 ou 30 ans. Mai-Juin 1968 a contribué à forger leurs convictions communistes et révolutionnaires. Cinquante ans après, toutes et tous les ont gardées intactes.

Ce livre est en vente sur notre site et auprès de



nos camarades.

Édité par Lutte ouvrière, il comprend, outre les témoignages, un avant-propos, une analyse datant d'août 1968, une chronologie et plusieurs dizaines d'illustrations, photographies ou affiches de Mai-Juin 1968. 544 pages. Prix : 18 euros.

PSA - Vesoul: contre la remise en cause des 35 heures

Jeudi 17 mai, quelques ouvrières de l'atelier de peinture de l'usine PSA de Vesoul se sont lancées dans un débrayage spontané et ont entraîné près de cent travailleurs contre l'attaque de la direction qui veut allonger le temps de travail.

Mardi 22 mai, à l'initiative des militants de la CGT, près de cent grévistes sur les deux équipes se sont retrouvés pendant près de deux heures pour discuter comment amplifier la mobilisation. La direction a proposé aux organisations syndicales, à travers un accord local, de remettre en cause les 35 heures en augmentant le temps de travail effectif de 7,8%, le passant de 7 heures à 7h33 par jour, soit de 35 à 37h45 par semaine. L'augmentation de salaire serait de 2,8%, équivalant à 42 euros pour 11 heures de travail supplémentaire sur quatre semaines pour un ouvrier qui gagne 1500 euros par mois, ou à 48 euros pour un salaire de 1700 euros. Sacré taux horaire!

La direction annonce dans le même temps une réduction automatique des effectifs, avec l'objectif de supprimer 150 emplois en CDI par an pendant trois ans.

La direction fait le chantage sur « l'avenir du site, dans un environnement particulièrement concurrentiel », pour faire passer ses attaques. L'environnement concurrentiel, c'est elle qui l'a créé en externalisant des secteurs pour mettre en concurrence le personnel de l'usine avec des travailleurs payés 37% de moins. Et voilà maintenant qu'elle demande à ceux de l'usine d'être moins chers que les salariés des sous-traitants! De même, elle met en concurrence le site de Vesoul avec les 141 sites de distribution qu'elle a créés dans

le monde. C'est une concurrence artificielle pour faire baisser le taux horaire.

C'est déjà au nom de la sauvegarde des emplois que la direction a gelé les salaires et rabaissé les primes depuis 2013, avec pour résultat la suppression de 800 postes de travail, des cadences augmentées et le travail dégradé et précarisé.

PSA n'a pas perdu de temps pour appliquer les

nouvelles lois qui remettent en cause les droits des travailleurs, comme la loi travail de Macron qui permet à travers un accord local d'établissement de modifier le temps de travail.

Tous les travailleurs du site, qu'ils soient de PSA ou des entreprises sous-traitantes, sont concernés, et même au-delà. La bagarre que la direction a déclenchée à Vesoul servira ensuite

d'exemple à toutes les usines du groupe, et dépasse même le groupe PSA. Car si la direction réussit son coup, les autres constructeurs chercheront à s'engouffrer dans la brèche.

La direction espère conclure un accord d'ici fin juin. Mais rien n'est écrit à l'avance et la mobilisation des travailleurs peut la mettre en échec.

Correspondant LO



Le débrayage du 17 mai.

GM&S - La Souterraine: comment les constructeurs ont manigancé la reprise de l'usine

Les travailleurs de l'ex-GM&S, une entreprise d'emboutissage sous-traitante pour Renault et Peugeot à La Souterraine dans la Creuse, continuent leur lutte contre leur licenciement et la fermeture de l'usine.

Le 24 mai, ils seront devant le tribunal administratif de Limoges pour demander l'annulation du plan dit de sauvegarde de l'emploi, suite à la reprise de l'usine par le groupe GMD. Celui-ci s'est empressé de créer une nouvelle fois une filiale nommée La Souterraine Industrie (LSI), et cela ne présage rien de bon. À chaque fois les mêmes procédés sont employés, pour qu'au final ces sociétés soient insolvables au moment de payer les plans sociaux. La dernière reprise par GMD, en septembre 2017, s'est soldée par 157 licenciements pour seulement 120 travailleurs maintenus. Les promesses de PSA et Renault de fournir du travail à hauteur d'un chiffre d'affaires de 22 millions, déjà considérablement à la baisse, n'ont pas été tenues.

Au total, cette usine de La Souterraine aura changé neuf fois de nom et propriétaire depuis 1980, tout en travaillant toujours en sous-traitance pour les mêmes constructeurs automobiles. C'est pourquoi, dans leur lutte, les travailleurs de

La Souterraine sont venus de nombreuses fois devant les portes des usines de Renault et PSA. Et à chaque fois ces deux constructeurs prétendaient qu'ils n'avaient rien à voir dans les malheurs de cette entreprise et refusaient toute responsabilité.

Une enquête de *L'Humanité Dimanche* du 11 au 16 mai vient lever un coin du voile sur les conditions de la reprise en 2014, avec la création d'une société sur mesure appelée GM&S Industrie. Des accords secrets montrent comment PSA et

Renault ont fait de l'homme d'affaires italien Gianpiero Colla le repreneur providentiel, au nom des liens de confiance déjà tissés entre eux, et particulièrement avec PSA.

Les deux constructeurs ont effectivement déjà vu Colla à l'œuvre: il a repris et quasiment coulé deux de leurs sous-traitants, les fonderies de Saint-Jean-de-Maurienne et de Fumel, rebaptisées MétalTemple Aquitaine et MétalTemple, en redressement judiciaire dès 2013, liquidées peu après. Ni les constructeurs, ni le tribunal de commerce, ni l'État, pourtant pourvoyeur de fonds et d'aides publiques, n'ont été voir d'un peu plus près les affaires de Colla: c'est un

enchevêtrement de holdings et de sociétés écrans, souvent basées en Grande-Bretagne, là où les patrons bénéficient de règles juridiques, financières et fiscales très souples. Dans le montage spécialement créé en 2014, l'usine de La Souterraine n'est qu'une filiale d'une société holding GM&S Industrie Ltd, basée à Londres, dont les actionnaires sont d'autres sociétés financières qui n'ont d'autre salarié que le responsable légal, et de tout cela bien sûr il ne sort aucune production.

Avec ces accords secrets, les conditions de la reprise puis la gestion ultérieure de l'usine ont été décidées sous l'étroit contrôle des constructeurs. Colla et Renault ont y compris prévu

une définition détaillée des postes. Colla et PSA ont aussi prévu la perfusion apportée par le deuxième: 2,2 millions d'euros non remboursables d'aide au redémarrage, puis 2 autres millions pour combler le trou de trésorerie de 2015. En contrepartie, PSA s'octroie un droit de contrôle permanent sur les comptes et la gestion de l'entreprise, ce qui a tout d'une cogestion.

Avec ce type d'accords, quand le couperet tombe, ces sociétés financières disparaissent. L'usine qui produit réellement n'étant qu'une filiale, elle n'est plus solvable et les donneurs d'ordres refusent de payer. Le tour est joué. Ainsi, à GM&S, ce sont les AGS, le régime de garantie des salaires financé par les patrons, qui ont payé les maigres indemnités de licenciements.

Loin d'être l'œuvre de la seule marionnette Colla, le fiasco de GM&S, liquidé en juin 2017, a tout d'un meurtre prémédité par les deux donneurs d'ordres, Renault et PSA. PSA a beau clamer son innocence dans l'affaire, il a quand même par trois fois offert à cet homme d'affaires le prix Best plant. Ce prix du meilleur fournisseur est plutôt un prix pour services rendus!

Correspondant LO



En manifestation à Poitiers en mai 2017.

Carrefour: 227 magasins fermés, des milliers d'emplois menacés

Carrefour vient d'annoncer que, faute de repreneur, 227 magasins de l'ex-enseigne Dia allaient être fermés dès l'été, sur les 273 magasins dont la vente avait été annoncée en janvier 2018 dans le cadre du plan dit Bompard, du nom du PDG.

Bompard avait annoncé la suppression de 2400 emplois, essentiellement au siège du groupe, et la vente des 273 magasins Dia rachetés en 2015 à un groupe espagnol. De plus, cinq supermarchés Carrefour allaient être mis en gérance. Le but affiché était de faire deux milliards d'économies sous le prétexte de difficultés financières. Il fallait oser, quand on sait que Carrefour a fait un bénéfice de 773 millions d'euros, même si des manipulations de chiffres lui permettent de parler d'un déficit de 531 millions en intégrant des charges exceptionnelles.

De toute manière, le choix de Bompard, nommé PDG en juillet 2017, était déjà significatif d'une politique de casse de l'emploi, car il avait mené la même politique à la Fnac d'abord, puis chez Darty après la fusion des deux enseignes. Dès l'annonce du plan Bompard, l'action Carrefour avait d'ailleurs grimpé en Bourse de 6%.

À l'annonce du plan,

plusieurs mouvements de grève avaient eu lieu dans des magasins, pour aboutir le 31 mars à une grève sur l'ensemble du groupe, près de 300 magasins ayant été bloqués ce jour-là. Finalement, en avril, Carrefour

avait dû faire quelques concessions en permettant des départs en préretraite pour faciliter le reclassement des salariés des ex-enseignes Dia. Mais, au mieux, cette mesure devait concerner de 1500 à 1800 postes, un nombre loin de correspondre à celui des employés dans ces magasins, qui est environ 2500.

L'inquiétude reste donc grande chez tous les salariés, menacés de se

retrouver purement et simplement au chômage si les reclassements proposés se révèlent être des paroles en l'air. Les salariés de Carrefour ont en tout cas bien compris que seule leur mobilisation pourra faire céder Carrefour et les actionnaires, parmi lesquels la famille Arnault, propriétaire de LVMH et première fortune de France.

Cédric Duval



Mobilisation contre le plan Bompard.

CSO Transdev: grève d'avertissement

Plus de 140 travailleurs de CSO Transdev à Carrières-sous-Poissy ont fait grève les 14 et 15 mai, paralysant le réseau de transports urbains dans ce secteur des Yvelines. C'est beaucoup, d'autant que 30% de l'effectif réel (330 travailleurs) est en CDD ou intérimaire.

CSO fait partie de Transdev, mammoth à 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires, contrôlé par la Caisse des dépôts, c'est-à-dire l'État. Transdev a pour politique de maintenir les différences entre les sociétés agglomérées au fil du temps. Il n'y a pas de prime d'ancienneté chez CSO, alors qu'elle va

jusqu'à 500 euros dans une société sœur de la région, ni d'intéressement ou réelle participation. Les revendications de l'intersyndicale CGT, SUD, CFDT et FO sont modérées pour le moment, avec 1,5% de plus sur les salaires, la hausse des primes de vacances et le coup d'arrêt à

certaines attaques et à la dégradation des conditions de travail. Elles visent à gagner ce qui est mieux ailleurs et à défendre le reste.

Une autre cause de l'importance de la mobilisation est l'attitude méprisante voire agressive de la direction, toujours à l'attaque. Les plannings sont changés à la dernière minute et les heures supplémentaires représentent quinze postes permanents à l'année. Le temps de préparation entre prise de poste et départ, anciennement de vingt minutes, est ramené à dix. La

direction diminue de deux heures l'amplitude horaire, mais présente comme une augmentation la simple intégration dans le taux horaire du forfait de ces deux heures. Le taux horaire est de 9,10 euros pour trois ans d'ancienneté, quand elle fait dire à la presse qu'il est de 12,14 euros à l'embauche. Dernière manifestation de l'agressivité de la direction: celle-ci, pour intimider, a convoqué plusieurs grévistes fin mai.

Un certain nombre de travailleurs lui en veulent aussi après le suicide récent d'un chef d'équipe ayant dix-sept ans d'ancienneté. Après deux mois d'absence, il demandait à revenir en avance d'un congé sans solde, et elle a refusé qu'il reprenne son poste, pourtant toujours vacant.

Pour tout le monde, ce mouvement est un avertissement. Comme il a été décidé à l'assemblée générale du 15 mai, un préavis de grève a été déposé pour les jeudi 24 et vendredi 25 mai, et le nombre de travailleurs inscrits sur ce préavis était encore plus fort que pour le 14 mai.

Correspondant LO



Dans nos bulletins d'entreprise

On ne nous dit pas tout

Dans un article du journal Le Parisien a repris la propagande de La Poste qui se vantait d'avoir embauché quelques milliers de facteurs en 2017 et ferait la même chose en 2018. La Poste se garde bien de dire que, chaque année, c'est le double d'emplois qui sont supprimés, principalement en ne remplaçant pas les départs.

La Poste Angers Distribution

La grosse part

Michelin a annoncé que les dividendes versés aux actionnaires se monteraient cette année à 3,55 euros par action, cadeau qui doit leur être présenté à leur assemblée du 18 mai. Le montant total des dividendes versés atteint 585 millions cette année, une somme essentiellement encaissée par une poignée d'actionnaires, encore et toujours en hausse: 12% de plus que l'année précédente.

Ce n'est pas ce que l'on a eu sur nos salaires.

Michelin Cholet

Un salaire extravagant

À leur assemblée, les actionnaires doivent décider du salaire de notre PDG, Sénard, vous savez, celui qui a pondu un magnifique rapport sur «l'entreprise morale et responsable»... Pour 2016, il avait touché 3,3 millions d'euros, 38% de plus qu'en 2015. Pour sa dernière année, ils vont peut-être encore faire un geste.

Michelin Cholet

Hallucinant!

Entre l'annonce de sa démission et son départ, il s'est écoulé quinze jours pour le PDG. Il va toucher 30000 euros. Beaucoup d'entre nous ne gagnent même pas ça en un an.

Air France

Orly-Nord Villeneuve

Patients sans lit

En ORL, caser des patients devient un casse-tête parfois insoluble. Ainsi, un patient opéré jeudi 10 mai au soir a passé la nuit sur un brancard aux Urgences avant de revenir en consultation le lendemain pour la suite de surveillance.

La prochaine fois il restera dormir sous le kiosque dans la cour?

Hôpital Lariboisière (Paris 10^e)

LTC - Lannion : quatre jours de grève

Lannion Trégor communauté regroupe 60 communes des Côtes-d'Armor et comporte un peu plus de 600 salariés. Elle est dirigée par un ancien socialiste atteint de macronite.

Au début de l'année 2018, la direction a décidé de remettre en cause le régime indemnitaire des agents, ainsi qu'un passage à 1607 heures par an au lieu des 1554 heures actuelles. Le tout est accompagné de mesures ayant pour conséquence, si elles étaient mises en place, de diviser le personnel.

Pendant plusieurs semaines, les discussions sont allées bon train dans les services, et petit à petit l'idée de ne pas se laisser plumer a fait son chemin. Lors d'une réunion intersyndicale le 18 avril, regroupant 90 salariés venus de tous les secteurs, l'assemblée a voté le dépôt d'un préavis de grève pour le mardi 15 mai, en se donnant rendez-vous en assemblée générale la veille.

En réponse, la direction de LTC a envoyé par courrier à chaque salarié un document, sur papier glacé, bavardant longuement sur les nécessaires harmonisation et amélioration du régime prétendument plus favorable que l'ancien, tout en se réfugiant derrière « la Chambre régionale des comptes qui nous le demande » ! Cela

n'a pas du tout eu l'heur de plaire aux salariés qui, à la quasi-unanimité, ont voté en assemblée générale la grève pour le lendemain.

Celle-ci a débuté comme prévu à 6 heures mardi 15 mai aux services techniques, avec mise en place de piquets, les éboueurs et chauffeurs de bus étant entrés massivement en grève.

Ils étaient 150 à 9 heures devant le siège de LTC aux cris de « Non à la prime au mérite ! » et « Les attaques aux conditions de travail, on n'en veut pas ! »

La réunion de la délégation syndicale, élargie à 25 grévistes, avec des membres de la direction n'a évidemment rien donné. Mais, lors de l'assemblée qui a suivi, de nombreux travailleurs étaient fiers d'avoir, pour la première fois, relevé la tête, et entendaient bien poursuivre le mouvement.

Le lendemain, c'est en cortège, banderole en tête, que les grévistes des services techniques se sont dirigés vers les bâtiments administratifs pour rejoindre les autres grévistes et accompagner la délégation élargie. Elle a été reçue une nouvelle fois par le vice-président et le directeur des ressources humaines, sans que rien n'en sorte.

Le président de LTC est venu jeudi matin 17 mai au piquet de grève pour dénoncer des « agitateurs

professionnel » et tenter d'intimider les présents. Sans succès. Ce jour-là, les grévistes ont pu vérifier que leur mobilisation était bien vue par la population, en distribuant des tracts d'abord à quelques ronds-points, et surtout au marché de Lannion où les 200 manifestants ont recueilli soutiens et encouragements.

Les grévistes se sentaient dans leur bon droit, d'autant que, comme l'a déclaré l'une d'entre eux à la presse locale, « contrairement à ce qui nous est dit, la circulaire du 31 mars 2017 n'oblige pas les collectivités à passer à 1607 heures. Elle laisse la possibilité à chaque collectivité de rester dans son mode actuel. » Ils ont poursuivi leur grève jusqu'au vendredi soir, et ont décidé de reprendre après avoir fait reculer la direction de LTC, en particulier sur les congés et la prime au mérite qu'elle voulait leur imposer.

Tout n'est bien sûr pas réglé, mais ces quatre jours de grève, la première depuis l'existence de LTC, ont montré que les travailleurs étaient capables de relever la tête, d'agir et de prendre des décisions collectivement. Cela comptera pour l'avenir et rien ne sera plus comme avant.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme

tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Italie : rien à attendre d'un nouveau gouvernement

Près de trois mois après les élections du 4 mars, y aura-t-il finalement un gouvernement en Italie ? En tout cas le projet d'alliance entre les prétendus « antisystème » du Mouvement 5 Étoiles (M5S) et de la Ligue d'extrême droite a encore achoppé le 22 mai sur le nom du chef de gouvernement proposé.

Giuseppe Conte, un proche du M5S, avait l'aval des deux partis. Las, il s'est avéré que ce professeur de droit, mis en avant pour sa compétence prétendument acquise auprès d'universités prestigieuses, était en fait inconnu des dites universités et aurait quelque peu « bidonné » son CV. Le président de la République Mattarella a donc demandé qu'on lui soumette une candidature plus sérieuse et il faudra encore attendre.

Reste le contrat de gouvernement laborieusement conclu entre les deux mouvements qui, il n'y a pas si

longtemps, ne manquaient pas de s'insulter. Il est significatif de ce qu'on peut attendre, ou plutôt ne pas attendre, d'une alliance de ces deux partis. Ce « *contrat pour un gouvernement de changement* » est fait de promesses aussi floues que démagogiques, cimentées par un violent discours antimigrants.

Sur le plan social, ce programme évoque la remise en cause de la précédente réforme des retraites qui portait à 67 ans l'âge minimum de départ... pour la remplacer par une autre qui n'y changerait certainement

pas grand-chose. Le « *revenu de citoyenneté* » qui a été à la base de la campagne du M5S serait mis en place, mais seulement à partir de 2020. Il garantirait aux chômeurs et aux retraités pauvres un revenu mensuel de 780 euros, mais cela assorti de toute une série de conditions qui rendraient l'attribution de ce RSA version italienne plus que problématique. Le taux d'imposition serait « *simplifié* » et abaissé. Sous le prétexte de relancer ainsi la consommation, les entreprises bénéficieraient de baisses fiscales tout comme les particuliers.

Évoquée dans les tractations préliminaires, l'idée d'une sortie de l'Italie de la zone euro est écartée, à la satisfaction évidente des milieux d'affaires et de la Commission européenne,

en charge de l'euro, dont le vice-président a exhorté le futur gouvernement à viser une « *croissance via des réformes* ». Vu l'importance de la dette publique italienne, la politique d'austérité devrait évidemment continuer.

En revanche, le programme n'est pas en reste de démagogie xénophobe et antimigrants, fonds de commerce privilégié de la Ligue, mais auquel le M5S n'est pas non plus étranger. Il y est estimé que « *500 000 migrants irréguliers sont présents sur [le] territoire [italien]* » et que des « *procédures accélérées ou de reconduite à la frontière* » sont à mettre en œuvre, quitte à transférer à cette fin les crédits jusqu'à prévus pour l'accueil des réfugiés. L'hypothèse selon laquelle le ministère

de l'Intérieur serait attribué à Salvini, le dirigeant de la Ligue, laisse prévoir une politique violemment anti-immigrés.

Les commentaires alarmistes n'ont pas manqué dans la presse pour agiter l'épouvantail d'un tel gouvernement « populiste » qui pourrait mettre en cause l'ancrage européen de l'Italie et dont les milieux d'affaires pourraient avoir à s'inquiéter. Mais ceux qui ont à s'en inquiéter sont avant tout les classes populaires et les travailleurs, qu'ils soient italiens ou étrangers. Les promesses et la démagogie envolées, c'est à un gouvernement violemment anti-ouvrier qu'ils doivent s'attendre, tout comme ils doivent se préparer à combattre sa politique.

Viviane Lafont

Venezuela : Maduro réélu président

Au Venezuela, l'élection présidentielle du 20 mai, anticipée comme le souhaitait initialement la droite, a assuré la victoire du candidat sortant, le chaviste Nicolas Maduro, contre le candidat d'une partie de la droite Henri Falcon, tandis que le reste de la droite boycottait l'élection.

L'abstention a été forte, seulement 46 % des 20,5 millions d'électeurs y ont participé, soit dix points de moins que ce que les chavistes espéraient. On est loin des taux de participation antérieurs : 63,4 % en 1998, la première fois où Chavez avait été élu, 74,7 % en 2006, 80,5 % en 2012. La première présidentielle après la mort de Chavez, en 2013, frisait elle aussi les 80 % de participation et Maduro avait obtenu 7,5 millions de voix.

Cette fois, il n'a que 5,8 millions de voix contre 1,8 million à son principal adversaire. C'est seulement 28 % du corps électoral. Il paye dans les urnes les difficultés dans lesquelles se débat la population depuis la chute des prix du pétrole

brut et les mesures d'embargo orchestrées par les États-Unis.

Les commentaires des journaux se contentent de répéter le point de vue de la droite locale, des classes possédantes d'Amérique latine et des États-Unis, depuis toujours à la manœuvre derrière la droite vénézuélienne. Tous ceux-là rêvent que Maduro connaisse le sort subi récemment par Lula au Brésil.

Certains commentateurs déplorent le caractère autoritaire du régime et aussi la situation de la population, la dégringolade du prix du pétrole ayant rendu difficiles voire inexistantes les approvisionnements du Venezuela en produits de première nécessité et en médicaments. En réalité,

ceux-là se moquent du sort des classes populaires.

Depuis l'arrivée de Chavez au pouvoir, la droite locale, les possédants et Washington n'ont eu qu'un objectif : faire tomber Chavez. Ils ont d'ailleurs tenté de le faire à plusieurs reprises à travers deux coups d'État, qui ont échoué, et une série de consultations électorales que Chavez pouvait gagner haut la main quand la rente pétrolière lui permettait une certaine redistribution en direction des classes déshéritées.

Ce que souhaitent la droite, les possédants et Washington est de pouvoir à nouveau accaparer toutes les richesses du pays. Les procès en incompétence adressés aux chavistes ne visent qu'à ramener l'ancien ordre des choses où les bourgeois et les petits bourgeois gravitent autour d'eux étaient les bénéficiaires de la rente pétrolière.

Les plus bornés des commentateurs veulent aussi voir là un énième échec du



socialisme. Mais les chavistes ne sont pas plus socialistes que ne l'était Obama quand il prétendait mettre en place un système de santé national aux États-Unis. Le socialisme ne consiste pas en quelques mesures favorables aux classes populaires, aussi précieuses soient-elles. Il signifie d'abord que les travailleurs exercent directement le pouvoir et s'attaquent à la propriété privée des moyens de production, et donc au pouvoir réel de la bourgeoisie ; toutes choses dont les chavistes se sont abstenus. En cherchant

une voie épargnant le capital local et les multinationales, ils ont choisi de jouer le jeu dans le cadre de la société actuelle, pas de la renverser.

La droite, les possédants et Washington peuvent donc maintenant être à l'offensive et poursuivre leurs attaques. Les dirigeants américains ont déclaré qu'ils vont encore durcir leur embargo. Les élections du 20 mai ont montré qu'au sein des classes populaires beaucoup se méfient de ces démagogues et continuent de soutenir Maduro.

Jacques Fontenoy

Communiqué de Lutte ouvrière

Turquie : libérez Kadir Çinar !

À l'approche des élections turques du 24 juin, le gouvernement d'Erdoğan continue sa politique d'arrestations arbitraires, touchant de nombreux militants. Parmi ceux-ci, le militant de Bursa, Kadir Çinar, a été emprisonné pour avoir diffusé les idées de

Trotsky, ce que le gouvernement d'Erdoğan assimile à du « *terrorisme* » comme il le fait pour tous ses opposants.

Lutte ouvrière proteste contre ces arrestations et en particulier contre les accusations scandaleuses qui visent Kadir Çinar. Pour se maintenir au pouvoir,

le gouvernement d'Erdoğan voudrait réduire pratiquement à zéro la liberté d'expression. Cela est intolérable. Kadir Çinar doit être immédiatement libéré et toutes les poursuites engagées contre lui abandonnées !

Lutte ouvrière le 22 mai

Cercle Léon Trotsky

**La Russie à l'heure
du capitalisme décadent**

Vendredi 15 juin à 20 h 30

Docks de Paris Eurosites - Aubervilliers

**Avenue des Magasins Généraux,
bâtiment 282**

Métro : Front Populaire (ligne 12)

Participation aux frais : 3 €